



LA POLOGNE

JOURNAL SLAVE DE PARIS

ORGANE DES INTÉRÊTS FÉDÉRAUX

DES SLAVES DE POLOGNE, DE BOHÈME, DE HONGRIE ET D'ORIENT.

Prix de chaque numéro isolé 20 cent.
Abonnement à douze numéros pour Paris . . . 4 fr.
Pour la Province et l'Étranger. 2 —

ON S'ABONNE :

A la librairie Blosse, passage du Commerce, 7, près
de l'École de Médecine, à Paris.

N. B. Les articles de correspondance, les lettres d'adhésion à la Société slave, et toutes les réclamations quelconques adressées à la rédaction du journal, doivent être en voyés franco au directeur-gérant, Cyprien ROBERT, passage du Commerce, 7.

5^e Numéro. — 1^{er} Janvier 1849.

Promesses de l'année nouvelle aux peuples slaves.

Depuis dix-sept cents ans que les Slaves existent dans l'histoire, jamais aucune année ne s'est levée pour eux aussi rayonnante d'espérances de tout genre que l'est l'année 1849. Toutes les barrières qui s'opposaient à leur émancipation se sont successivement abaissées. La Russie, effarouchée par leur propagande démocratique, recule à l'idée de mettre ses soldats en contact avec eux. L'Allemagne conquérante aperçoit de plus en plus la nécessité de se retirer de ses conquêtes. Réfugiée dans son château d'Olmütz, la vieille dynastie des Habsbourgs, pour se maintenir chez eux, fait aux Slaves les plus séduisantes promesses. Elle se transforme, elle se rajeunit pour eux.

C'est en faveur d'un prince de dix-huit ans, de l'archiduc François-Joseph, que le maladif Ferdinand a abdiqué le 2 décembre dernier. François-Joseph, fils de l'ambitieuse archiduchesse Sophie, parle maghyar avec autant de pureté qu'un enfant des *puszty* : à la diète actuelle de Pest, il s'était attiré, pour la pureté de son accent dans cette langue, les applaudissements de Deack et de Kossuth lui-même. Pourtant, le jeune empereur, malgré ses antécédents maghyars, s'est spontanément tourné vers les Slaves. Le Croate Kulmer, intime ami de Ielatchitj, et les patriotes serbes Raïatchitj et Chuplikats, sont invités, comme hauts dignitaires, à la cour nouvelle. Quant à l'ex-empereur et à sa femme, il s'est retiré à Prague, où il veut vivre en simple citoyen, au milieu de ceux qu'il appelle *ses chers Bohèmes*.

Voilà les faits qui font dire à la *Gazette d'Augsbourg* elle-même : « Il est temps que notre parlement de Frankfort » ouvre les yeux devant le grand nombre de Slaves et le » petit nombre d'Allemands de l'Autriche. Ce parlement, » qui mettait en oubli jusqu'aux plus simples notions de la » géographie, doit reconnaître enfin qu'il y a en Autriche » des éléments non absorbables. Ces éléments, il nous est » aussi impossible de les subjuguier qu'il l'est de les désunir, » et la raison nous ordonne de compter avec eux. — Ce qui » prouve combien la séparation entre l'Autriche et l'Allemagne est désormais profonde, c'est l'assassinat légal du député de Leipzig à la diète de Frankfort, de Robert Blum. Cette exécution est un sanglant indice des atrocités représentées auxquelles les deux races germanique et slave semblent prêtes à s'abandonner. Déjà la haine internationale qui les anime va si loin, que les Bohèmes, qui depuis le bombardement de Prague maudissaient Windisgrätz comme

leur bourreau, le tolèrent presque depuis qu'il a ruiné Vienne. Tout cela ne montre-t-il pas que l'Autriche passe sans remède aux mains des Slaves ?

Ce qui le fait croire surtout, c'est la translation de la diète générale autrichienne dans un pays slave, chez les Hanaques de Moravie. La petite ville de Kremsier avec sa structure toute slavone, gracieusement arrondie comme un visage slave, peuplée de Moraves parlant slave et vêtus à la façon pittoresque des Slaves, Kremsier reuferme aujourd'hui, dans l'étroite enceinte du palais d'été des archevêques d'Olmütz, les représentants constitutionnels d'une monarchie de 35 millions d'hommes. Le président Smolka et Schuselka lui-même ont consenti à s'y rendre. La droite et la gauche de l'assemblée se trouvent de nouveau en présence, avec toutes leurs haines personnelles et toutes leur rivalités. La droite se partage entre deux programmes de constitution, celui des Slaves et celui des Allemands. Tous les deux se ressemblent quant aux principes sociaux : seulement le programme des Allemands ne reconnaît en Autriche que cinq nationalités : polonaise, tchèque, illyro-slovène, allemande et italienne ; il exclut ainsi les peuples de la Hongrie de la représentation autrichienne. Plus radical sous ce rapport, le programme des Slaves appelle tout le monde indistinctement, et jusqu'aux Maghyars même, à jouir des avantages de la souveraineté commune. Quant à la gauche, elle n'a encore présenté aucun programme. Elle semble persister dans son plan de dissolution de l'Autriche au profit du pangermanisme. Ainsi, du point de vue de la fraternité des peuples, elle est en quelque sorte plus réactionnaire que le nouveau ministère lui-même.

En effet, le ministre Schwarzenberg-Stadion se déclare ouvertement pour le programme de constitution des Slaves. C'est ce que prouve assez le manifeste par lequel le jeune empereur vient d'annoncer à l'Europe son avènement au trône de ses ancêtres. Malgré ses intentions très-douteuses, quoi qu'il substitue à son titre *constitutionnel* celui d'*empereur par la grâce de Dieu*, il promet pourtant, en termes fort clairs de ne plus régner que par la grâce, je ne dirai pas du peuple, mais des peuples de son empire. « En nous » appuyant, dit-il, sur l'égalité de droit de toutes les nations de l'Empire, et sur l'égalité de tous les citoyens devant la loi, non moins que sur la participation des représentants du peuple à la législation, nous réussirons à régénérer notre patrie. De cette manière, nous bâtirons une vaste demeure, où s'abriteront les races de langues diverses qu'un même lien fraternel retient sous notre

sceptre.» Evidemment, en signant ce manifeste, le nouveau chef de la maison impériale a dû comprendre qu'il signait l'arrêt de déchéance de la race allemande en Autriche.

Il y a un grand fait que les démocrates d'Allemagne et de France s'efforcent pour leur malheur de méconnaître. Ce fait, c'est que la révolution de 1848 répugne à se mouvoir dans le cercle devenu trop étroit de celle de 1789. A tous les principes de l'ancienne révolution, la nouvelle en ajoute un de plus : le respect profond des races et des nationalités. Aux aggrégations violentes des Etats créés par le sort des batailles, vont succéder les associations volontaires entre les peuples de même origine et de civilisation analogue. Ce retour vers l'organisation naturelle et primitive devra constituer tôt ou tard trois grandes unités européennes ; celle des peuples germaniques, celles des nations franco-latines, et celle des Slaves. L'égalité et la fraternité ne s'établiront définitivement dans le monde qu'après cette triple réhabilitation. Voilà l'enseignement que l'année 1848 lègue à celles qui vont suivre. Voilà les solennelles promesses que l'année qui commence envoie aux races opprimées, et avant tout à la race slave.

Du bombardement de Léopol et de l'attraction des Polonais vers l'Allemagne.

Il est un fait déplorable qu'on ne saurait trop signaler, c'est la fausse tendance politique des journaux et de la diplomatie de la France dans les affaires slaves. L'entraînement de plus en plus décidé de la démocratie française vers la douteuse et égoïste démocratie allemande, a surtout, pour la Pologne, des conséquences désastreuses. La Pologne, en effet, n'a pas de plus grand intérêt que celui d'une adhésion cordiale et sincère à la fédération slave. Mais, par suite des conseils déplorables de la presse française, les espérances des Polonais les entraînent hors du cercle d'action des Slaves dans le mouvement germanique.

A la diète de Vienne, les députés galiciens votaient avec les Allemands contre l'intérêt slave. Puis une fois qu'elatchitj eut bloqué la ville, ces mêmes députés, au lieu de se réserver pour leur patrie, persistèrent à rester dans cette capitale, insurgée pour un intérêt étranger et même hostile à la Pologne. Trois de ces députés étant retournés à Cracovie, le peuple cracovien les reçut avec des injures, et les força bientôt à se remettre en route pour Vienne. Les sympathies des Galiciens, étaient pour les Viennois bloqués par elatchitj. L'émigration polonaise, sauf d'honorables exceptions, partageait en majorité le même sentiment. Elle voyait dans la lutte viennoise et maghyare contre les Slaves un triomphe pour la Pologne. Cette illusion venait des sympathies déjà anciennes qui unissent les démocrates polonais de l'émigration aux démocrates allemands. En 1846, cette union malencontreuse avait produit ses premiers fruits. Les échecs de Mieroslawski et des Poznaniens dans la lutte de l'été dernier sont également venus des fausses espérances qu'une fraction de l'émigration place dans la démocratie allemande. « Nous croyons en elle, dit le *Démokrata Polski*, parce que nous croyons dans son bon sens politique, et que sa liberté ne saurait s'établir sans notre liberté et notre indépendance. La gazette nationale (*Gazeta Narodowa*) de Léopol tient le même langage. Elle aussi se déclare contre le mouvement tchèque et illyrien : « Que Dieu, dit-elle, nous preserve du slavisme, du croatisme et du vandalisme. Nous sommes, il est vrai, d'origine slave ; mais sauf quelque ressemblance de langage, nous n'avons, grâce à Dieu, rien de commun avec les Slaves. » C'est à ce point d'aveugle haine que l'esprit de parti pousse ceux des Polonais qui fondent leurs calculs de grandeur sur l'oppression du slavisme par les Allemands. Leurs attaques contre ceux qui voient l'émancipation de leur patrie dans la fédération slave passe toutes bornes. Pour le prouver, il suffit de citer le nom célèbre chez les Slaves de George Labomirski.

Cependant quel a été le résultat dernier de la sympathie des Polonais pour les insurgés de Vienne ? Ce résultat a été le bombardement de Léopol. La légion académique de cette

ville ayant élevé de nouvelles barricades, et contraint la garnison d'évacuer la place, le général Hammerstein se mit à lancer de son camp des bombes et des fusées, qui réduisirent en cendres les principaux monuments de Léopol, tels que son vieil hôtel de ville, l'Université et sa bibliothèque. Enfin, la *Rada narodowa* abolie, la garde nationale dissoute, l'usage de l'aigle blanc interdit en public, et tous les émigrés qui étaient retournés en Galicie, bannis de nouveau ; voilà les fruits que vient de produire en Autriche l'attraction des Polonais vers l'Allemagne. En Prusse cette attraction n'a pas amené, on le sait, des conséquences plus favorables. Chaque fois que les Polonais se sont fiés à leurs éternels rivaux germaniques, ils s'en sont repentis. Ne serait-il donc pas temps qu'une tendance plus nationale et plus slave vint rajeunir enfin cet antique génie de la Pologne, qui sourd à l'appel du progrès, et emprisonné comme fatalement dans ses théories usées, ne sait plus ni vivre ni mourir ?

Du Maghyarisme et des obstacles opposés par lui au progrès de la Révolution en Europe.

Longtemps abusée par les relations mensongères des publicistes maghyars, l'Europe commence enfin à s'apercevoir de son erreur. Elle reconnaît qu'il y a en Hongrie des Slaves en possession d'une nationalité qui n'est pas celle des Maghyars. Entre ces deux peuples acharnés l'un contre l'autre, on cherche d'un œil curieux quels sont les vrais Hongrois, et quelles causes ont séparé si profondément deux races habitant le même territoire.

Ces causes d'antipathie sont malheureusement aussi anciennes que l'arrivée même des Maghyars en Europe, au 9^e siècle. Appelés d'Asie comme auxiliaires des Allemands contre les Slaves insurgés du Danube, les Maghyars sont, depuis cette époque, restés campés pour ainsi dire au milieu de la Hongrie, sans chercher à se fondre avec les indigènes, et les plus anciens maîtres du sol. Jusqu'au jour actuel, ces asiatiques ont conservé en Hongrie la même prétention que les Turcs dans leur empire ; c'est-à-dire que formant une minorité de guerriers conquérants, ils veulent dominer les majorités vaincues, en les réduisant à l'état de raïas, soumis à la langue et au monopole administratif et politique de la race victorieuse. Mais le sort qui attend les Turcs attend aussi les Maghyars, supposé qu'ils ne renoncent pas totalement à ce qu'ils appellent la *Maghyarisation* des Slaves. Evidemment sur les 14 millions d'habitants de la Hongrie, 3 à 4 millions d'individus, quelque bien unis qu'on les suppose, ne peuvent plus continuer d'absorber en eux seuls la vie politique de tous.

En outre, les Slaves de la Hongrie sont invinciblement rattachés à ceux d'Autriche par les liens d'une langue et d'une nationalité communes. Ceux des provinces illyriennes qui entourent Trieste, ont juré de ne plus faire qu'un seul corps avec les Croates et les Dalmates ; et ceux du Nord de la Hongrie n'ont jamais cessé, malgré que la conquête les en ait séparés, de reconnaître la Bohême comme leur mère-patrie. En s'opposant par les armes à la reconstitution des nationalités qui les entourent, les seigneurs maghyars foulent donc aux pieds les principes les plus élémentaires du droit des gens. Pour ces magnats ambitieux la démocratie n'est qu'un masque. Leur prétendue république, avec ses satrapies en terre slave, si elle prolongeait sa domination sur ses voisins, amènerait bientôt pour la démocratie européenne tout entière les conséquences les plus fatales. Un Etat maghyar isolé, en se consolidant aux dépens des Slaves, briserait nécessairement la grande fédération slavonne qui est en voie de se former. Or cette ligue une fois rompue, rien ne retiendrait plus l'avalanche de l'invasion russe, qui menace incessamment de couvrir l'Europe de débris.

Le maghyarisme si prôné par nos journaux comme un instrument révolutionnaire, est donc au contraire le plus grand obstacle au progrès de la révolution, c'est-à-dire de l'émancipation des nationalités et, par contre-coup, de la démocratie européenne.

Des avantages d'une médiation polonaise entre les Slaves et les Maghyars.

Nous venons de voir quels obstacles l'étroit patriotisme maghyar avait opposés jusqu'à présent au progrès de la révolution dans l'orient de l'Europe. Ces obstacles aujourd'hui semblent à la veille de disparaître. Sous le poids de la coalition que son orgueil a provoquée, bloquée hermétiquement par d'innombrables ennemis, la Hongrie maghyare en est venue à reconnaître la folie de ses excentriques prétentions. Mais plus apparaît désespérée la situation de cette aristocratie héroïque, plus les Slaves vainqueurs devront être circonspects dans l'emploi qu'ils feront de leur victoire. La doctrine politique de Kossuth à la diète dont il est l'âme, se résume dans ces vers qu'il répète souvent :

Flectere si nequeo Superos, Acheronta movebo.

Les Maghyars même terrassés, peuvent encore faire aux Slaves beaucoup de mal. En effet, ils occupent, et occuperont toujours une partie considérable du cours du Danube. Or ce fleuve est pour le commerce de l'Allemagne une artère vitale. L'Allemagne a donc tout intérêt à attribuer le protectorat des Maghyars, il y va pour elle de la libre navigation du fleuve qui porte à Constantinople et à tout l'Orient les produits de son industrie. Si, poussés par les Illyriens au désespoir, s'obtenant de l'Allemagne de meilleures conditions qu'ils n'en obtiennent des Slaves, les Maghyars acceptent de se faire de nouveau comme autrefois les instruments des vengeances teutoniques, alors quelle revanche terrible ne pourront-ils pas prendre sur leurs ennemis !

Attaqués à la fois par les Allemands et les Maghyars coalisés, les Slaves se verront refoulés dans leurs montagnes. Repoussés des villes, dépouillés de leurs moissons et des trésors de la plaine, ils devront appeler les Russes à leur secours. Alors s'allumera entre les Russes libérateurs des Slaves, et les Allemands protecteurs des Maghyars, une guerre d'autant plus destructive que les forces des combattants seront mieux balancées. Or quelle qu'en soit l'issue, on sent combien une telle lutte fera reculer les doctrines de fraternité et de progrès. Il serait donc urgent d'éloigner de pareils malheurs. Pour y réussir, il faudrait trouver un moyen de réconcilier entre eux les Slaves et les Maghyars. Dans ce but, les représentants polonais de la diète d'Autriche pourraient être utilement employés.

On sait quelle union intime existait entre l'ancienne Pologne et la Hongrie. C'est cette sympathie qui, en se prolongeant, a empêché jusqu'à ce jour la fédération slave de se nouer solidement. Dans leur politique sentimentale, les Polonais s'en vont répétant le refrain de leur vieille chanson :

*Venger, polak, dva bratanki.
I do Szabli i do Szklanki.*

Voilà pourquoi, oubliant que la dernière heure est venue pour les aristocraties et pour tous les privilèges féodaux, une partie des Polonais avait rêvé de s'allier aux Maghyars, afin de reconstruire d'accord avec eux, leur nationalité, aux dépens des autres nationalités slaves sacrifiées aux Maghyarisme. Si une politique aussi retrograde pouvait devenir celle de la Pologne entière, on devrait y voir pour la Pologne le coup de mort. Heureusement l'immense majorité des Polonais, sous ce rapport au moins, comprend la nécessité de se tourner vers une alliance de race, et de renoncer à une coalition contre nature avec des ennemis de l'égalité internationale, comme le sont les Maghyars. Mais ils n'en conservent pas moins avec ceux-ci des rapports de bon voisinage. Dans un tel état de choses, ne se trouvent-ils pas être les médiateurs naturels entre les deux partis belligérants ?

Le congrès slave de Prague, auquel participèrent les membres les plus influents de la noblesse galicienne, avait décrété que les Slaves autrichiens composeront par leur

union constitutionnelle le nouvel empire austro-slave, d'où ne seront exclus ni les Allemands ni les Maghyars, au cas où ils voudraient continuer d'en faire partie ; que les Slaves ne veulent dominer sur personne, mais qu'ils ne permettront plus à personne de dominer sur eux. En conséquence, leur première insurrection devait avoir lieu pour se délivrer du joug maghyar, puis du joug allemand. Ils devaient ensuite s'unir pour forcer la Russie de restituer à la Pologne son indépendance. Voilà ce qu'avaient résolu les délégués galiciens, avec tout le congrès slave de Prague.

A cette époque, la lutte des Serbes et des Croates contre les Maghyars ayant commencé, les représentants polonais à Prague s'interposèrent pour y mettre fin. Ils offrirent d'envoyer dans ce but une députation à Pest. L'offre ne fut point acceptée : l'arrogance des uns et l'oppression des autres étaient encore trop grandes. Mais aujourd'hui que les forts sont devenus faibles, et que l'opprimé s'est largement vengé de ses anciens tyrans, rien n'empêcherait plus les patriotes polonais de remplir auprès des deux camps à la fois une mission conciliatrice. Si elle avait pour objet principal l'union des forces maghyares avec les forces slaves, dans le but de combattre, à frais communs, les envahissements de l'Allemagne, cette médiation paralyserait en Pologne, les efforts des Maghyaromanes ; et dans aucun cas elle ne pourrait entraver la fédération slave, où les Maghyars, vu leur petit nombre, joueraient nécessairement un rôle subordonné. En usant ainsi d'une générosité prudente, les Slaves dégageraient leur révolution de son plus grand embarras. D'un même coup ils gagneraient à leur cause les deux nationalités polonaise et maghyare, avec tous leurs nombreux amis en France et en Occident. Alors ils verraient cesser le reproche de réaction et de propagande moscovite que leur adresse chaque jour la presse européenne avec une défiance aveugle, mais obstinée. — Voilà quels avantages résulteraient d'une intervention amicale des représentants polonais entre leurs collègues slaves et leurs anciens alliés maghyars.

Correspondance d'Illyrie.

PROGRAMME DE CONSTITUTION AUTRICHIENNE

Sur les bases d'une égalité politique complète entre tous les peuples de l'Empire, par OSTROMSKI.

L'édifice vermoulu de l'absolutisme en Autriche s'est enfin écroulé. Ses vastes et chaotiques débris, épars comme ceux d'une grande ville qu'aurait détruite un tremblement de terre, s'offrent maintenant inertes à la main créatrice capable de relever et de ranimer ce cadavre. Mais la grandeur de l'entreprise est de nature à décourager les volontés même les plus énergiques. En effet, la révolution française avait à atteindre un but beaucoup plus simple que ne l'est celui de la révolution autrichienne. En France, il n'y avait que les personnes à émanciper. En Autriche, outre l'égalité à établir entre les personnes, il y a encore celle non moins indispensable entre les nationalités. Outre l'aristocratie de caste, il y a encore l'aristocratie de nation. Il y a à réprimer chez nous les prétentions dominatrices des Maghyars et des Allemands.

Quoi, en effet, de plus étrange que de voir les Maghyars invoquer pour eux, vis-à-vis de l'Autriche, les principes révolutionnaires, pendant qu'ils interdisent l'usage de ces mêmes principes aux Slaves de la Hongrie ? Comment peuvent-ils réclamer contre les Slaves le droit d'*historicisme* et de conquête, en reniant ce même droit pour ce qui les touche eux-mêmes dans leurs relations de dépendance de l'empire autrichien ? De ces inconséquences de l'égoïsme émanent tous les embarras actuels... Il est cependant évident que l'émancipation politique une fois obtenue, on n'a encore accompli que la moitié de la révolution autrichienne. Pour cette première moitié, tout le monde est désormais d'accord dans l'empire. Il n'est personne qui voudrait aujourd'hui une réaction contre l'émancipation sociale. L'idée de l'égalité civile et d'une monarchie vraiment démocratique est devenue l'idée de tous. Si l'Autriche n'était formée que d'une seule nationalité comme la France, la révolution autrichienne serait aujourd'hui consommée. Mais comme chaque nationalité, dans cet empire, a son organisation à part, et que le germanisme et le maghyarisme prétendent y conserver encore leur prépondérance des temps passés, il s'ensuit qu'il reste encore à faire la seconde partie de la

révolution d'Autriche, celle qui, après avoir établi la liberté et l'égalité complète entre tous les hommes, devra fonder encore la liberté et l'égalité entre tous les peuples.

Or, comme la première partie de notre révolution a dû abolir tous les monopoles et privilèges quelconques d'une classe sur une autre, de même dans la seconde partie, bien plus périlleuse, bien plus difficile à réaliser, il est nécessaire de poser pour base l'émancipation de toutes les nationalités de l'Autriche. Car le salut de cet empire dépend uniquement de sa transformation en une fédération libre, organisée, non d'après des modèles exotiques, mais d'après les types simples qu'indique la nature. Il faut que les diverses nationalités de la monarchie soient reconnues comme des personnes politiques d'un ordre supérieur. Alors ces individualités nationales pourront conclure librement ensemble un pacte, fondé sur le principe de l'égalité réciproque la plus complète, dans le but de former de concert un seul Etat. Si, dans ce cas, il se trouve une nationalité obstinée à s'arroger un droit de commandement sur les autres, elle n'est plus, par ce fait même, amie de la liberté et de la justice; mais, au contraire, elle veut l'injustice et l'esclavage. Elle veut maintenir entre les nations ce même droit de conquête et d'oppression qu'on a aboli entre les citoyens et les diverses classes de chaque peuple.

Ce système n'est, au fond, rien autre chose qu'un ensemble coordonné d'Etats nationaux qui, indépendants les uns des autres, sont réunis sous un pouvoir central unique, réalisant ainsi l'idée allemande d'un vicariat impérial avec beaucoup plus de succès que ne le peut faire l'Allemagne, où les souverains, médiatisés de fait, opposent à l'unité attractive de l'empire fédéral une force centrifuge qui déjoue toutes les tentatives de réorganisation. Chez nous, les droits du gouvernement central peuvent, pour la plupart, être sauvegardés sans préjudicier aux droits d'aucune nationalité. Pour cela, la législation centrale n'a qu'à se concentrer strictement dans le but général de la fédération, abandonnant à la législature spéciale de chaque nation particulière la réalisation de son idéal de nationalité. Une telle organisation, loin d'amener la ruine de l'Autriche, lui communiquerait, au contraire, une énergie jusqu'alors inconnue. Car ce qui est impossible à un état absolutiste; devient facile à exécuter pour une confédération de peuples libres.

Quoi qu'on dise, il est inévitable que les antipathies des peuples autrichiens cesseront aussitôt que ces peuples seront égaux les uns les autres par des institutions réelles. Dès lors, les fractions de ces nationalités affranchies qui se trouvent situées hors des frontières de l'empire s'adjoindront à nous sous telle forme qu'il leur plaira. Ce que le congrès slave de Prague a décidé en principe s'accomplira donc tôt ou tard de soi-même, malgré toutes les résistances.

La solution la plus simple des embarras actuels serait un congrès des nationalités autrichiennes, composée d'un nombre de députés égal pour chacun des dix peuples de l'empire : Allemands, Bohèmes et Moraves, Slovaques, Serbes et Croates, Slovènes, Ruthéniens, Polonais de Galicie et Silésie, Magyars, Roumains et Italiens. Ce serait aux représentants de ces dix peuples reconnus libres à conclure au nom de leurs électeurs, et de la manière convenue avec eux, le pacte fédéral qui devra les unir tous ensemble. Ce congrès des peuples, émané des diètes locales de chaque nation, et responsable devant elles, serait l'arbitre suprême des querelles et des débats internationaux. Dès lors, aucune minorité nationale ne se verrait plus opprimée par une majorité d'une autre race, attendu qu'aucun peuple n'y pourrait dominer sur les autres; et les fatales rivalités entre eux cesseraient ainsi pour toujours. Ce système offrirait surtout une sûre garantie aux petites nationalités contre le despotisme des grandes. Le germanisme et le magyharisme se verraient par là délivrés de l'effroi que leur cause la majorité slave de l'empire; et, d'un autre côté, le slavisme n'aurait plus à souffrir l'oppression de ses deux rivaux... Tel est le seul chemin de la paix, la seule voie de la justice. Celui qui ne veut pas de ce chemin repousse le dogme de l'égalité entre les nations. Celui-là veut continuer, entre les peuples, le même droit brutal qui régnait entre les classes diverses de la société avant que la révolution eût aboli les privilèges.

Soumis à la souveraineté des diverses diètes nationales de ses Etats, l'empereur serait obligé d'en ratifier les décrets. Toute résolution discutée et admise deux fois, dès qu'elle serait rapportée une troisième fois, aurait force loi même sans la sanction impériale. Le ministère central, responsable de ses actes devant le congrès, serait maintenu sur une ligne tout à fait impartiale, sans pouvoir jamais être exclusivement slave, allemand ou magyhar dans ses tendances.

C'est uniquement par cette voie fédérative que les Allemands d'Autriche peuvent espérer de se réunir un jour au reste de l'Allemagne, de même que les autres nationalités de l'Autriche pour-

ront s'unir aussi d'une manière analogue aux populations de leur langue incorporées aux Etats voisins. J'irai plus loin, je dirai que la paix du monde entier et la réhabilitation complète du genre humain nésont assurées que quand ce système aura formé de l'Europe entière une grande ligue de nations spontanément associées.

Ognioslav OSTROJINSKI.

Rien de plus beau sans doute que ce programme des Croates, exposé par un de leurs premiers publicistes. Nous ne chercherons point à en atténuer l'effet. Mais nous doutons qu'un tel programme soit sérieusement adopté par le ministère autrichien, et nous regrettons les illusions que les Slaves paraissent se faire à ce sujet. Comment peuvent-ils ignorer ce que s'entredisent tout bas les réactionnaires de la cour? Grâce aux rivalités aveugles entre les diverses races d'hommes dont se compose l'Autriche, si l'on peut continuer de tenir groupés, fut-ce même constitutionnellement, ensemble ces éléments si hétérogènes, on peut espérer que la nation la plus civilisée et la mieux unie reprendra peu à peu l'empire sur ses voisines moins organisées qu'elle. Les rivalités de ces peuples à passions si vives, s'agriront d'autant plus que la liberté de parler et d'écrire sera plus grande. Le trône se verra souvent de nouveau, comme il vient de l'être, dans la nécessité de faire intervenir la force militaire. Alors, se groupera autour du monarque constitutionnel une nouvelle oligarchie, composée de la fleur prétendue des diverses nations de l'empire. Héritière du machiavélisme traditionnel des Habsbourgs, cette oligarchie continuera d'opposer aux députés populaires de Bohême les députés magyars, aux envoyés polonais de Galicie les représentants de l'archiduché d'Autriche. Le *divide et impera* restera ainsi, comme toujours, la base de la politique autrichienne.

Tel est le système corrompateur qu'on peut craindre de voir, sous le masque de la liberté, s'installer au milieu de l'Europe. Et ce système finira peut-être par venir étouffer la révolution dans Paris même, si l'on n'aide pas les Slaves à opposer contre ces prétentions réactionnaires une résistance énergique. Le Slave a instinctivement horreur de tout mélange, de toute union contre nature. Le principe de la distinction absolue des nationalités étant son principe, il s'ensuit qu'à ses yeux, pour des peuples divers destinés à vivre ensemble, le seul mode possible de gouvernement est la fédération, et jamais l'absorption ou la centralisation bureaucratique de plusieurs nationalités en une seule. Aussi est-ce uniquement dans le sens fédéral que notre propagande est dirigée, et qu'appuyés sur la pensée des masses, nous continuerons d'apprécier tous les événements du monde slave.

Du XVIII^e anniversaire de l'insurrection polonaise.

Malgré toutes les espérances qu'elle avait conçues, l'hiver dernier, de ne plus célébrer cet anniversaire sur la terre d'exil, l'émigration polonaise a dû, cette année encore, provoquer à Paris la solennité accoutumée. Comme pour montrer que malgré les déplorables tendances de sa diplomatie, la France n'oublie pas ses promesses, plusieurs milliers de Français assistaient à ce glorieux et triste anniversaire. Seulement, nous le disons à regret, parmi les orateurs de cette nombreuse assemblée, pas un n'a laissé voir qu'il comprenait enfin les besoins d'une politique nouvelle, de la grande politique slave, qui se caractérisera bientôt, nous l'espérons, par l'inauguration dans toute l'Europe d'une démocratie plus large, plus fraternelle que celle du passé. Au milieu de ces esprits atterrés, un exilé russe, Golovine, a cependant jeté quelques paroles tout à fait slaves, en déclarant que l'émancipation de la Pologne entraînerait celle de la Russie, et que la réconciliation entre les patriotes des deux pays était la condition nécessaire de leur mutuelle délivrance. Mais, à quelques exceptions près, tous les errements de la vieille politique se trouvent répétés aujourd'hui comme au temps de Louis-Philippe et presque dans les mêmes termes par les émigrés et leurs amis français. Heureusement, tandis que l'émigration s'obstine dans ses théories rétrospectives, les habitants de la mère patrie se mettent de plus en plus à l'unisson avec les autres slaves, et préparent dans le silence une insurrection vraiment populaire qui ne dépendra plus, pour sa réussite, des secours de l'étranger.

CYPRIEN ROBERT, propriétaire-gérant.